

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1331^e
SÉANCE**

Jeudi 7 novembre 1963,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 26 de l'ordre du jour:

*Question du désarmement général et complet:
rapport de la Conférence du Comité des dix-
huit puissances sur le désarmement (suite)*

*Examen du projet de résolution A/C.1/L.328
et Add.1 (suite) 113*

*Président: M. C. W. A. SCHURMANN
(Pays-Bas).*

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du désarmement général et complet: rapport
de la Conférence du Comité des dix-huit puissances
sur le désarmement (A/5408-DC/207, A/5488-DC/
208, A/C.1/891 et Corr. 1, A/C.1/L.328 et Add.1)
[suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/L.328
ET ADD.1 (suite)

1. M. BURNS (Canada) dit que sa délégation donne tout son appui au projet de résolution A/C.1/L.328 et Add.1 et qu'elle votera pour ce texte. Elle le fera d'abord parce qu'il reconnaît la nécessité de poursuivre les négociations pour arriver à un accord sur le désarmement général et complet, et ensuite parce qu'il reflète l'opinion générale de la Commission, à savoir que le Comité des dix-huit puissances doit prêter une attention soutenue à l'étude des mesures connexes sur lesquelles un accord semble possible à brève échéance.

2. Bien que la nécessité de renforcer les procédures de maintien de la paix ne soit pas mentionnée expressément dans le projet de résolution, elle constitue l'un des sujets les plus importants sur lesquels on devra négocier, à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, afin d'aboutir à un accord sur le désarmement général et complet. Jusqu'ici, l'Organisation des Nations Unies, dans ses efforts destinés à maintenir la paix, a dû recourir à des arrangements spéciaux, conçus pour répondre à tel ou tel besoin concret. Ces arrangements ont dû être improvisés de toute urgence, et ils n'ont d'ailleurs pas eu l'appui de tous les Membres de l'Organisation. Comme l'ont relevé plusieurs délégations, il importe de remplacer ces arrangements spéciaux par une force des Nations Unies qui ait un caractère plus permanent; M. Burns souhaite que le Comité des dix-huit puissances examine cette question dans le détail et qu'il puisse faire rapport sur les progrès accomplis, pour la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

3. M. COULIBALY (Mali) estime que, si le désarmement général et complet n'a pas encore connu de progrès notables, les membres du Comité des dix-huit puissances, et notamment les représentants des

pays non alignés, n'en méritent pas moins d'être félicités, car ils ont fourni de gros efforts dans la recherche de solutions généralement acceptables. Les obstacles qui ont empêché jusqu'ici un accord sur le désarmement ne sont pas d'ordre technique, ils résultent de longues années de guerre froide entre les deux principales puissances nucléaires. La proposition faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Gromyko, le 19 septembre 1963 (1208^{ème} séance plénière), à savoir que les Etats-Unis et l'Union soviétique pourraient conserver un nombre limité de fusées intercontinentales, de fusées antifusées et de fusées anti-aériennes jusqu'à la fin de la troisième étape du désarmement, constitue un pas important dans la voie d'un rapprochement entre les deux plans de désarmement, tout comme la proposition faite par le Président des Etats-Unis, M. Kennedy, le 20 septembre (1209^{ème} séance plénière), au sujet du transfert de matières fissiles à des fins pacifiques. Il convient de rappeler, à cet égard, que l'objectif du désarmement n'est pas seulement de préserver l'humanité de la destruction totale, mais aussi d'affecter au développement économique et social les immenses ressources qui sont actuellement consacrées à la production des armements. Si les gouvernements actuellement engagés dans la course aux armements appréciaient d'une façon plus objective leur devoir envers les pays en voie de développement, ils seraient en mesure de se faire des concessions mutuelles afin d'arriver plus rapidement à un accord sur le désarmement général et complet.

4. M. Coulibaly a été encouragé par la conclusion du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963, et il estime que la pression de l'opinion publique, qui a été un élément déterminant dans la conclusion de ce traité, doit continuer à s'exercer en faveur de nouveaux progrès vers le désarmement. La délégation du Mali appuie la proposition soviétique tendant à ce que le Comité des dix-huit puissances se réunisse au niveau le plus élevé, car une telle réunion donnerait un élan nouveau à ses travaux et dissiperait, dans une certaine mesure, la méfiance qui existe encore, malheureusement, entre les deux grandes puissances. Comme beaucoup d'orateurs qui l'ont précédé, M. Coulibaly estime qu'aucun accord de désarmement général ne sera vraiment efficace tant que la France, qui n'a pas pris part aux discussions de Genève, et la République populaire de Chine, injustement écartée de l'ONU, n'y auront pas adhéré. Le mandat du Comité des dix-huit puissances doit être assez souple pour lui permettre d'explorer toutes les propositions pertinentes faites à la présente session de l'Assemblée générale. M. Coulibaly recommande donc à la Commission d'adopter le projet de résolution, qui répond aux diverses préoccupations qu'il vient d'évoquer.

5. M. RAFAEL (Israël) constate que le projet de résolution dont la Commission est saisie réclame des

efforts énergiques en vue d'aboutir au désarmement général et complet, sous un contrôle international efficace, et souligne, d'autre part, la nécessité d'arriver à un accord sur d'autres mesures connexes. Les résultats obtenus au cours de l'année indiquent qu'il est possible d'adopter des mesures propres à réduire le risque de guerre par accident, erreur de calcul ou attaque par surprise; M. Rafael rappelle qu'à la seizième session de l'Assemblée générale sa délégation avait suggéré la possibilité d'installer, sur le territoire des puissances nucléaires, des équipes internationales d'inspection chargées d'enquêter et de faire rapport sur toute explosion nucléaire accidentelle ou toute mise à feu involontaire de fusées.

6. Bien que tous les Etats ne soient pas en mesure d'apporter une contribution appréciable à la solution des problèmes complexes du désarmement, les petits pays peuvent jouer leur rôle en réduisant les tensions locales, en renonçant à accroître leurs stocks d'armements et en s'efforçant de résoudre par des négociations directes les conflits où ils pourraient se trouver engagés. La délégation israélienne estime donc que la première mesure à prendre pour renforcer les institutions chargées de maintenir la paix serait que tous les Membres des Nations Unies renouvellent l'engagement de régler leurs différends par des moyens pacifiques et d'agir en conformité des obligations que leur impose la Charte. Il conviendrait d'examiner, à cet égard, les propositions faites devant l'Assemblée générale par le chef de la délégation du Brésil (1208^{ème} séance plénière) et par le chef de la délégation du Mexique (1239^{ème} séance plénière) concernant la conclusion d'un pacte multilatéral de non-agression et l'adoption d'engagements relatifs au règlement pacifique des différends. M. Rafael espère également que le Comité des dix-huit puissances chargera un groupe de travail d'étudier les moyens dont l'Organisation dispose pour assurer le maintien de la paix, afin de décider ceux qui devraient être revitalisés, ceux qui devraient être maintenus et quel mécanisme nouveau devrait être ajouté. Il estime que le projet de résolution dont la Commission est saisie devrait exprimer plus nettement le désir qu'à l'Assemblée générale de renforcer ces rouages.

7. La délégation israélienne estime, comme plusieurs de celles qui l'ont précédée dans le débat, que certains aspects du désarmement pourraient faire l'objet d'accords distincts; il faudrait donc explorer les possibilités qui s'offrent à cet égard. Les problèmes logistiques posés par le désarmement semblent être aussi complexes que ceux de la guerre, et plus vite on les réglera, plus on aura de chances d'accomplir des progrès réguliers. Dès à présent, on pourrait confier à des experts l'étude des mesures d'exécution prévues pour les deuxième et troisième étapes du plan de désarmement; il s'agirait, par exemple, des problèmes que posent la vérification des mesures prises et la destruction des armes. On pourrait aussi, parallèlement aux négociations sur le désarmement général et complet, envisager des mesures de désarmement régional, notamment dans les régions où règne une grande tension. La délégation israélienne a fait des propositions précises précédemment à cet égard; elle maintient ces propositions et est disposée à les discuter. A ce propos, M. Rafael réaffirme l'inquiétude de son pays devant les conséquences d'une course aux armements régionale en constante accélération. Il relève la pratique dangereuse qui consiste à envoyer, dans les zones de tension, des armes qui, même si elles paraissent périmées au pays qui s'en défait,

n'en renforcent pas moins considérablement le potentiel militaire du pays qui les reçoit. Cette pratique augmente la menace et la force des armements dans la région où les armes sont expédiées et crée de dangereux déséquilibres d'armements.

8. La délégation israélienne appuie pleinement les objectifs du projet de résolution et elle exprime l'espoir que ce texte sera adopté à l'unanimité.

9. M. RICHARDSON (Jamaïque) estime que, si le projet de résolution dont la Commission est saisie ne diffère pas sensiblement quant au fond de la résolution 1767 (XVIII) de l'Assemblée générale, il n'en reflète pas moins une nette amélioration de la situation internationale et une attitude beaucoup plus optimiste. Le monde a compris qu'il n'y a rien, dans la nature des armes nucléaires, qui les fasse nécessairement échapper au contrôle de l'homme; le monde a compris que les armes nucléaires, tout comme les armements de type classique, peuvent être contrôlées, réduites et même supprimées, pour peu que l'ONU applique sa volonté collective à la solution du problème. Le projet de résolution reflète en outre l'esprit d'accommodement dont les grandes puissances rivales ont fait preuve dans les déclarations conciliantes prononcées par leurs représentants au cours de la discussion générale.

10. M. Richardson exprime l'espoir que la proposition de l'Union soviétique tendant à ce que le Comité des dix-huit puissances tienne une réunion au sommet ne sera pas rejetée, et qu'elle ne sera pas non plus acceptée sous des conditions telles que l'acceptation n'aurait plus de sens; il est convaincu que des progrès résulteront nécessairement d'une réunion au niveau le plus élevé.

11. Le Comité des dix-huit puissances doit aborder ses prochaines négociations avec souplesse, en rejetant toute idée préconçue. S'il lui est impossible, pour un temps, d'aboutir à une entente plus large sur un point déterminé, cela ne doit pas l'empêcher de recommander des accords limités. Si, à un moment donné, il constate qu'il ne peut progresser vers le désarmement des grandes puissances, soit dans le domaine nucléaire, soit dans celui des armes de type classique, il pourra aborder les problèmes relatifs au désarmement des petits pays; si les problèmes du désarmement universel lui paraissent insolubles, il peut rechercher quelque solution régionale. Les mesures connexes dont il est question doivent comprendre toute mesure propre à réduire les tensions et à servir la cause du désarmement général et complet.

12. La délégation jamaïque s'intéresse tout particulièrement aux propositions qui tendent au blocage des budgets militaires. Le Comité des dix-huit puissances devrait étudier cette question de plus près, maintenant que les grandes puissances semblent sincèrement désireuses de se débarrasser du fardeau que constituent des dépenses militaires toujours croissantes.

13. M. Richardson appuie les propositions de l'Inde, du Canada et d'autres pays concernant le renforcement des forces de l'ONU destinées à maintenir la paix. Les puissances nucléaires devraient commencer à transférer aux Nations Unies du personnel technique de contrôle, capable d'exécuter les mesures de vérification que nécessitera le désarmement. De même, la Jamaïque espère que d'autres Etats suivront l'exemple des pays scandinaves et désigneront les contingents qui seront mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies.

La séance est levée à 11 h 30.